

**PARTIS POLITIQUES ET LIGUES
A CANNES PENDANT
L'ENTRE-DEUX-GUERRES**

par Sandrine COSTA

Pendant l'entre-deux-guerres, Cannes apparaît comme étant une ville particulièrement dynamique. Elle est animée par un puissant mouvement touristique responsable de son essor économique et, dans une certaine mesure politique. Ainsi l'activité politique devient rapidement intense et l'électorat participe de plus en plus à la vie politique.

La description des partis, ligues permet de mieux comprendre voire apprécier leur politique et leurs agissements dans la ville selon le contexte socio-économique qui est celui de l'entre-deux-guerres.

I - LES PARTIS

A – La Gauche

Le Parti socialiste. La Fédération socialiste est une "création cannoise". Avant 1919 la parti socialiste ne semble pas jouer de rôle notable à Cannes comme ailleurs dans le département. Pourtant aux élections législatives de 1910, un candidat socialiste se présente : il s'agit d'Etienne Lieutaud dont le résultat, 10 % des votants, montre la faiblesse du parti.

Après la guerre et la révolution russe, la situation du parti socialiste semble s'améliorer. Sa réorganisation dans l'immédiat après-guerre reste cependant assez lente bien que le nombre d'adhérents augmente sensiblement dans les Alpes-Maritimes, passant de 312 membres en 1919 à 810 en 1920 (1). Cannes, où les 76 adhérents en 1920 sont les plus actifs du département, devient le siège du secrétariat fédéral. Des divisions existent pourtant au sein de la Fédération. Lors de la campagne électorale de novembre 1919. les candidats socialistes donnent déjà une impression de manque d'unité. Ainsi le 30 octobre 1919. Etienne Lieutaud, tête de liste du parti "fait l'éloge de la révolution bolchevique" (2). Aux élections, il obtient un résultat nettement supérieur aux précédentes années ; 1550 voix alors que Gillette-Arimondy, député de la circonscription, n'obtient que 759 voix soit 18,6 % des suffrages à Cannes :

"Le parti socialiste s'est accru dans les Alpes-Maritimes et s'y organise"(3)

Cannes est, en effet, avec Nice, la ville qui gagne le plus de voix. Son succès est dû autant à la personnalité du candidat présenté que des membres très dynamique de la section cannoise.

Malgré cet encouragement électoral, le parti va connaître une nouvelle scission. Le parti socialiste a connu régulièrement des divisions mais le 18 décembre 1920, lors du Congrès de Tours et de l'adhésion à la IIIème internationale, de nombreuses voix socialistes vont se porter sur le parti communiste.

A Cannes, l'événement est ressenti comme une véritable révolution. Lieutaud, malgré l'opposition du secrétaire fédéral Paul Vidal, décide l'adhésion à l'Internationale communiste et se hâte d'organiser le prochain congrès de la Fédération prévu le 15 février 1921 à Cagnes-sur-mer.

A partir de cette date, les socialistes ne vont plus pouvoir jouer un rôle politique important seuls. A Cannes, en 1924, ils forment une alliance avec les radicaux des listes d'union (Cartel des Gauches). En 1925, la section qui compte désormais une centaine de membres se prépare, après le résultat des élections municipales à réorganiser la section. Un regain d'activité semble animer les socialistes cannois.

" Pour conclure, on peut dire que le PS-SFIO qui avait joué depuis la création des sections communistes, un rôle très effacé semble redoubler d'activité depuis les dernières élections municipales et vouloir reprendre la place importante qu'il occupait avant la guerre " (4).

En 1928, la Fédération départementale présente à Cannes le candidat Emile Garino, professeur au collège de Cannes. Celui-ci présente avec Virgile Barel, candidat communiste un programme commun. Mais l'électorat reste cependant divisé : l'opposition est accentuée par le fait qu'avant le second tour, les candidats du Bloc ouvrier et paysan (parti communiste) refusent de se désister en faveur des candidats socialistes mieux placés.

Aux législatives de décembre 1930, Emile Garino remporte un franc succès à Cannes où il obtient 16,6 % de suffrages alors qu'il n'en acquiert que 3.9 % en 1932. En 1936 il gagne à nouveau des voix, 16,7 %, mais se désiste au second tour, avec le candidat radical-socialiste André Cayatte, en faveur du candidat communiste Henri Pourtalet.

Le Parti communiste. Le parti communiste est la seule force véritablement nouvelle dans la France d'après-guerre. Dans les Alpes-Maritimes, la Fédération composée de 220 adhérents dans l'arrondissement de Grasse et de 133 dans celui de Nice va s'implanter de plus en plus sûrement.

A l'issue du Congrès de Tours en 1920, la Fédération socialiste dont le siège est à Cannes, décide d'adhérer à l'Internationale communiste mais le parti communiste de 1921-1922 ne diffère guère du parti socialiste d'avant-guerre.

Cannes apparaît comme la section la plus dynamique, la plus militante. Ainsi, par exemple, la Fédération souhaitant en 1921 fonder un journal local par action remarque que la section de Cannes est la plus motivée : 45 actions sont souscrites dans cette section.

La section cannoise est aussi la section comprenant le plus grand nombre d'adhérents. En 1922, ils étaient 78 (plus 47 à la Bocca);, en 1925, 92. En revanche, ils étaient 35 à Nice, 25 à Menton, 58 à Beausoleil, 20 à Grasse, 31 à Antibes la même année. Les catégories socio-professionnelles représentées des adhérents sont peu nombreuses. On observe à Cannes une nette majorité de commerçants, surtout des cafetiers et des ouvriers du bâtiment, enfin quelques agriculteurs et employés.

Le 23 janvier 1931, au congrès de la Fédération qui se déroule à Cannes, le secrétaire fédéral, Paul Vidal donne sa démission. Cacouault, militant d'Antibes est alors désigné pour lui succéder. Le secrétariat de la Fédération des Alpes-Maritimes passe de Cannes à Antibes.

Les communistes présentent pour la première fois une liste de candidats pour les élections législatives en mai 1924 et pour les élections municipales en mai 1925- C'est la liste du Bloc ouvrier et paysan composée de Virgile Barel, Claude Briday, Etienne Lieutaud et Angelin Raybaud. Ils obtiennent 18 % des voix à Cannes, résultat le plus important après Cagnes-sur-mer (19 %)• Aux élections municipales, ils acquièrent 11,3 % des suffrages exprimés. Claude Briday, candidat communiste cannois recueille de nombreuses voix qui s'étaient portées sur lui aux législatives de 1924. En 1928, aux législatives, le candidat socialiste Emile Garino et le candidat communiste Virgile Barel s'opposent, divisant l'électorat.

En 1930, aux élections législatives partielles provoquées par le décès du député André Capron, les communistes observent un net recul. Entre le premier et le second tour, le nombre de voix passe de 729 à 391 tandis que les suffrages des socialistes augmentent (de 2933 à 3912 voix).

Le succès du parti communiste dans les Alpes-Maritimes arrive en 1936, après de longues années de crise et une implantation laborieuse. Aux élections législatives, le candidat Henri Pourtalet développe le programme du Front populaire et assure la victoire du parti communiste dans la circonscription de Cannes-Antibes. C'est le triomphe du Front populaire qui est fêté avec une grande joie à Cannes.

"Pourtalet saura certainement démontrer que les principes du communisme peuvent parfaitement s'accorder avec le souci des exigences de courtoisie et de modération requises par la prospérité de la Côte". (5)

B – Les Partis de notables

La Fédération républicaine. L'absence d'organisation de la droite en partis politiques était le reflet de la tendance politique nationale. Quantitativement, ces partis étaient minoritaires entre 1919 et 1939.

La Fédération républicaine se manifestait surtout lors des campagnes électorales en distribuant dans un premier temps les investitures. A Cannes, l'affrontement entre républicains modérés et radicaux, était particulièrement vif.

La Fédération républicaine est un parti de notables et de cadres, dont les comités électoraux se constituent seulement au moment des campagnes électorales. Elle représente les intérêts de la bourgeoisie d'affaires, la France cléricale. En fait, son but n'est ni d'encadrer des électeurs, ni de former des militants. Ce sont surtout les personnalités des candidats et des hommes qui la représentent qui comptent.

A Cannes, le député-maire André Capron illustre cette tendance conservatrice associée aux ambitions personnelles mais surtout, il exprime le charisme d'un homme :

"Je suis républicain de l'école de votre député Rouvier c'est-à-dire résolument progressiste sans défaillance ni témérité". (6)

En 1928, le retour au scrutin d'arrondissement semble être la source de l'effritement du pouvoir des Républicains modérés. De plus, les changements qui se sont produits au sein de la Municipalité cannoise permettent à certains membres du conseil municipal d'adopter une politique contre les amis d'André Capron. Jean Gazagnaire est à la tête de ces mécontents. Cependant, André Capron reçoit l'investiture de la Fédération et remporte les élections législatives.

En 1930, Jean Guiter, secrétaire général de la Fédération républicaine de France se présente aux élections législatives dans la circonscription de Cannes. Mais il est battu par le candidat radical Louis Louis-Dreyfus.

La section cannoise connaît pourtant à partir des années trente une véritable expansion, sous l'inspiration de son président Bouvelot et du secrétaire de la section locale, Brune, tous deux également membres des Croix de Feu. Le nombre de sympathisants et de militants semble augmenter rapidement, comme en témoigne le nombre d'auditeurs lors des réunions électorales.

Le Parti radical et radical-socialiste. Le parti radical a été fondé en 1901. A Cannes, son apparition se situe vers 1903 lorsque aux élections législatives, le candidat Gillette-Arimondy développe un programme radical.

En fait le comité local radical-socialiste se constitue vers 1924 sous l'influence du Cartel des Gauches. En 1925, le comité compte environ 150 adhérents.

Il faudra pourtant attendre 1920, pour que le parti commence à acquérir une certaine solidité. Grâce au retour du scrutin d'arrondissement, défavorable aux Républicains modérés, le nombre de voix des radicaux s'accroît aux élections législatives de 1928. C'est à cette même date que s'instaure une discorde au sein de la Fédération dans les Alpes-Maritimes. Xavier Dufrêne, président du comité de Cannes et directeur du journal "Le Courrier au littoral" décide alors d'organiser le comité local en fonction des consignes de la Fédération des Alpes-Maritimes, présidée par Fernand Lefranc. Le groupement prend alors le nom de "comité du parti républicain radical et radical-socialiste".

Le parti radical et radical-socialiste est un parti de notables : intellectuels, médecins, avocats, gros commerçants... dont l'électorat se recrute dans une classe moyenne (petits propriétaires, ouvriers, commerçants, employés) à tradition politique de gauche mais qui épouse les idéaux du parti. Ce qui lui assure une attitude pour la moins ambiguë. En effet, le programme des radicaux pour les élections législatives comme pour les municipales vise à améliorer le sort des classes laborieuses (enseignement, organisation des assurances sociales, congés payés, réduction de la durée de travail etc).

A Cannes, les radicaux soutiennent en particulier, les candidatures de Maurice Jeanpierre, républicain de gauche et ami de Xavier Dufrêne, et de Louis Louis-Dreyfus dès les législatives partielles faisant suite au décès d'André Capron.

Les jeunesses radicales-socialistes faisaient preuve localement d'un certain dynamisme remarquable, en particulier, sous le Front populaire. En 1925, elles participent au lancement du premier numéro d'un mensuel édité à Cannes : "La Relève" (7). Les jeunesses radicales-socialistes étaient de ferventes partisans du Front populaire.

C – Les listes et les candidats indépendants

Les candidats dits indépendants se présentent généralement sous une étiquette politique neutre. Souvent, ils sont regroupés dans des listes destinées à s'occuper en priorité des intérêts de la ville et de ses habitants. Pendant l'entre-deux-guerres, ces listes s'intitulent : liste d'Alliance ou d'intérêt économique, liste des Intérêts cannois, liste de représentation proportionnelle des Intérêts économique, de l'Union des Gauches et de la Fédération des Comités de quartier.

Aux élections municipales, ces liste servent surtout à combattre les partis de gauche et à assurer la victoire des Républicains modérés comme André Capron jusqu'en 1929 où il est battu par une liste composée d'élément indépendants et de l'Union des Gauches.

Les Candidats indépendants. En 1919. la nouvelle loi électorale du 12 juillet permet à des candidats indépendants de se présenter. La plupart ne proposent pas de programme politique à proprement parler mais manifestent plutôt, à travers un programme purement local, leur mécontentement et leur désapprobation envers la municipalité sortante ou envers une personnalité politique locale.

Emile Monnet, conseiller municipal sortant en 1929, président de l'association des familles nombreuses obtient 26 % des suffrages. Toujours en 1929, cinq candidats représentent les victimes de la guerre dans toutes les listes en lice ; ils seront tous élus au premier tour. En 1935, Protais, ami de Louis Louis-Dreyfus compte sur ses relations avec les milieux d'Anciens-combattants.

II - LES LIGUES

Ce sont des vecteurs politiques qui se trouvaient toujours sous une étiquette politique, mais celle-ci ne leur permettait pas de se présenter à des élections politiques au contraire des partis. Généralement ces organismes inéligibles, qui ne pouvaient pas agir directement lors des élections, s'affirmaient et influençaient l'électorat par d'autres moyens.

Ce sont surtout les journaux de gauche qui parlent des ligues. Les rapports de police restent quasiment muets sur leurs activités, préférant s'intéresser aux agissements de la gauche et en particulier des communistes.

Le fait que les ligues ne soient pas l'objet de surveillance s'explique peut-être par la discrétion dont elles font preuve avant le 6 février 1934, jour où leurs activités éclatent au grand jour.

Les moyens de propagande sont basés sur les réunions publiques où l'audience est toujours plus nombreuse que le nombre d'adhérents. Seules les Croix de Feu occupent une place assez importante à Cannes. Certains de ses membres se retrouvent même dans les conseils municipaux.

Enfin, nous pouvons penser que la population et surtout l'électorat n'ont pas accordé beaucoup d'importance à ces mouvements, paraissant même s'en désintéresser complètement.

A – Les croix de feu, l'action française, les jeunesses patriotes

Les Croix de Feu. Les Croix de Feu, créée en 1927, est une organisation intermédiaire entre les ligues et les mouvements d'anciens combattants. Elle connaît un véritable essor à partir de 1931 quand François de La Rocque en devient le président.

La section cannoise des Croix de Feu est fondée sans doute peu après 1927 puisque l'on retrouve aux élections municipales de 1929, 5 candidats anciens-combattants dont un est membre des Croix de Feu. En fait, la ligue se montre très discrète jusqu'aux événements du 6 février 1934 • Les réunions organisées se font de plus en plus nombreuses grâce au président de la section Chapelet et à son vice-président Marcellin. Ceux-ci permettent également à des membres des Croix de Feu de se présenter lors des élections comme en 1935- Le 3 mai 1935t lors d'une réunion de la section de Cannes des Croix de Feu et des Volontaires nationaux, les adhérents "décident de soutenir aux municipales les candidatures de Bouvelot, Brune, Jeanard, Bade, Bellascour, membres du groupement" (8). Lors des élections législatives de 1936, un candidat des Croix de Feu , président du Front national dans les Alpes-Maritimes, Albert Thierry, se présente dans la circonscription de Cannes-Antibes briguant le mandat de député. Celui-ci est battu par le communiste Henri Pourtalet mais dans la ville de Cannes, il remporte néanmoins plus de suffrages que Pourtalet (4183 voix contre 4129).

La section cannoise semble, en effet, dynamique : la violence n'est certes pas exclue dans les agissements de ses membres comme en témoignent l'issue de réunions ou encore les affrontements entre partisans et antifascistes, communistes... Le 13 juin 1934, les Croix de Feu organisent une grande réunion à Cannes. Des centaines de manifestants contre le mouvement repoussent les Croix de Feu et empêchent le déroulement de la réunion.

Les effectifs, quant à eux, ne cessent d'augmenter. D'une vingtaine de membres répartis entre les sections de Cannes et Nice, au début des années trente, ils atteignent la centaine de personnes après le 6 février 1934 • Lors des réunions, cependant, le nombre d'auditeurs est toujours compris entre 250 et 300 personnes. C'est toujours après l'affaire Stavisky que les Croix de Feu deviennent plus présents politiquement et apparaissent au grand jour. Là ils commencent à agir avec prudence et plus de discipline "dans l'ordre, le plus parfait et le plus profond silence pour marquer le désir d'ordre et de la discipline en face des événements présents" (sic) (9).

Le 18 juin 1936, l'organisation des Croix de Feu est dissoute ; le mouvement réformé devient le Parti social français le 21 juin 1936.

L'Action Française. La section de Cannes de l'Action française est placée sous l'autorité de la région provençale, c'est-à-dire la dixième zone selon le découpage établi par les dirigeants de la ligue. Comme toutes les sections des Alpes-Maritimes, elle ne semble pas comporter d'éléments bien motivés sauf peut-être les Camelots du Roi.

Les activités de la section se résument à des réunions publiques hebdomadaires ou à l'organisation de fêtes comme la fête des rois (10).

Le nombre d'adhérents est difficile à évaluer, une soixantaine de personnes probablement mais le nombre de participants élevés (souvent 200 auditeurs) lors des réunions laisse présager une audience de plus en plus croissante malgré la condamnation pontificale de la ligue en 1926.

Les deux présidents successifs, le Commandant Touchet et Monsieur Baudrand, ingénieur à Cannes, invitent fréquemment des Camelots du Roi pour escorter les orateurs lors des réunions publiques. Ainsi "grâce à ces éléments activistes, des incidents éclatent généralement lors des réunions.

La population locale, en revanche, ne s'implique guère dans ces affaires et reste passive :

"La réunion organisée à Cagnes-sur-mer par les ligueurs d'Action française et les Camelots du Roi de Nice le 23 février 1933 a donné lieu à de violents incidents, le parti royaliste semble laisser la population indifférente" (11).

Le 24 mars 1933 • Léon Daudet donne une conférence au casino municipal de Cannes. Parmi les Cannois peu ont semblé y accorder un intérêt quelconque.

En fait, l'Action française apparaît nettement moins dynamique que les Croix de Feu. En période d'élections, elle semble jouer un rôle plus discret. En 1936, par exemple, le Colonel Thierry, président de la section locale de la Fédération républicaine (en remplacement de Bouvelot), propose une alliance avec l'Action française et les Croix de Feu en vue de la constitution du Front national. Cette proposition n'est pas appréciée par le Colonel de La Rocque. Seuls les Camelots du Roi, par leur vitalité, manifestent leur intérêt pour ces élections.

Les Jeunesses patriotes. La section cannoise a été "probablement créée en 1924 au moment où le communisme devient un véritable danger" (12). En fait, cette section s'est ouverte en même temps que celle de Nice dont le président est Monsieur Bérenguer. Elle compte une cinquantaine de membres (150 pour la section niçoise) en 1932, année où l'organisation reprend de l'importance, après la victoire de la gauche en France, bien qu'elle ait connu une période de stagnation vers 1928.

Les membres des Jeunesses patriotes sont moins nombreux que ceux des Camelots du Roi mais leur action est tout aussi remarquée. En 1934. ils sont accusés par le journal "la ligue-information", organe de la ligue des Droits de l'homme, présidée à Cannes par Emile Qarino, d'être "d'abominables excitateurs" (13). En fait, comme tous ces mouvements apparentés au fascisme, les Jeunesses patriotes tentent de garder une attitude discrète, limitant leur propagande aux réunions qu'elles organisent.

B – Le parti social français et le parti populaire français

Le Parti social français. Le parti social français formé le 21 juin 1936, 3 jours après la dissolution des ligues recueille à Cannes tous les membres des Croix de Feu, plus de nombreux autres éléments de la bourgeoisie.

Le Parti populaire français. Le parti populaire français, premier parti de masse de la droite, est constitué entre juillet et octobre 1936 (12 fédérations dans les Alpes-Maritimes, Nice et Grasse). La fédération B (Grasse) a été constituée à l'issue de la venue d'un conférencier sur la Côte d'Azur en août 1936. Le but de ce voyage était de faciliter l'implantation du parti dans le département et surtout d'en assurer l'organisation (14). La première section est créée à Golfe-Juan, puis celles de Cannes (septembre 1936), Vence, Cagnes-sur-mer, Antibes, Biot ; le secrétaire de la fédération B était un homme d'affaire, Marcel Philip, aidé des docteurs Asquier et Lombard. Immédiatement, le parti populaire français se met à concurrencer le parti social français : il se présente, en effet comme plus dynamique. Les réunions attirent de nombreux auditeurs :

"15000 représentants de toutes les classes de la population niçoise et des Alpes-Maritimes déclarent adhérer au programme du parti populaire français et adressent au citoyen Jacques Doriot l'expression de leur admiration pour sa courageuse attitude et de leur entier dévouement à la cause qu'il défend" (15).

Après la venue, le 30 octobre 1936, de Jacques Doriot à Cannes, les militants du parti intensifient leur propagande et leur action de recrutement. De 322 adhérents, la section cannoise passe à 470 inscrits en septembre 1937. Au cours des réunions organisées, les militants développaient les idées générales du parti (xénophobie, soutien à Franco, dénonciation de parti communiste) en les adaptant à la conjoncture locale. Des sections d'entreprise furent également créées pour combattre les communistes sur le terrain.

Mais à partir de 1938, le parti populaire français commença à s'affaiblir. Le nombre de sympathisants cannois déclinait (400 en août 1938, 300 en octobre de la même année). En effet, le parti rencontra des difficultés aggravées par le fait que les deux dirigeants du département s'opposaient. Le secrétaire de la fédération A (Nice), Victor Barthélémy estimait que la division du département en deux nuisait à la cohésion du parti et à son développement ; de plus, il reprochait à Marcel Philip d'être un médiocre organisateur. L'unification de la fédération des Alpes-Maritimes eut lieu en mai 1938- Un mois plus tard Marcel Philip démissionne entraînant avec lui un certain nombre de militants ainsi que la fin du rayonnement du parti populaire français dans les Alpes-Maritimes.

CONCLUSION

Cannes apparaît, grâce à la description de ses principales forces politiques, comme une ville où la politisation est très forte. La plupart des partis de droite comme de gauche y sont représentés. Un parti communiste bien organisé et actif, un parti radical qui tend à prendre de plus en plus d'importance... malgré une tradition de politique républicaine modérée. D'autres facteurs interviennent également dans la vie politique, ce sont des mouvements, des organismes qui ne sont pas éligibles. Ils constituent néanmoins des forces politiques qu'il ne faut pas négliger, dans la mesure où ils influencent l'électorat.

Par rapport aux autres villes du littoral, les sections de Cannes des différents partis sont les plus dynamiques. L'activité politique est Intense. Effectivement à la veille d'élection ou en temps normal, de nombreuses réunions animent les partis ou les ligues. L'électorat et, en général, toute la population (y compris les femmes) participent à ces manifestations politisées. C'est aussi certainement la période de l'entre-deux-guerres qui favorise la naissance d'idéologies et la politisation progressive de la population, chacun osant exprimer ses opinions à travers un parti représentant ses intérêts.

NOTES

- (1) et (2) J.R. Bezias, le parti communiste dans les Alpes-Maritimes (1920-1939).
- (3) L'Eclaireur de Nice du 18 novembre 1919.
- (4) Le commissaire spécial de Cannes au préfet des Alpes-Maritimes, le 25 mai 1925.
- (5) Le Petit Niçois, le 4 mai 1936
- (6) Profession de foi d'André Capron de 1902.
- (7) La Relève est parue le 20 octobre 1935 son directeur était Max Vignon.
- (8) Réunion publique salle Jeanne d'Arc, 3 mai 1935
- (9) L'Eclaireur de Nice, 9 février 1934 : 50 Croix de Feu avaient déposé la veille une gerbe au monument au mort.
- (10) Rapport de police : 10 janvier 1931, la fête des "Roix" est organisée à l'hôtel britannique à Cannes.
- (11) Le commissaire spécial de Cannes au directeur de la sûreté générale
- (12) Rapport de police
- (13) La ligue-information, mars 1934, citée par le commissaire spécial de Cannes.
- (14) Rapport de police
- (15) L'Eclaireur de Nice, le 13 juillet 1936